

ÉDITION SPÉCIALE

Pour que vous sachiez
ce qui se passe
vraiment !

de l'Union Démocratique du centre • www.udc.ch • édition septembre 2019



Le modèle à succès suisse 3

**Interview de l'ancien
conseiller fédéral
Christoph Blocher**



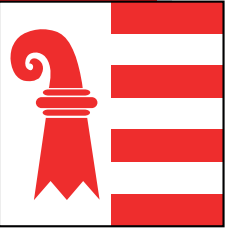
Non au diktat de l'UE 4

**Stoppez les combinards de l'UE
du Palais fédéral !**



Canton de Jura 9 - 12

**Tout ce que vous devez savoir
sur les élections au Conseil
national et au Conseil des Etats**



Pour une Suisse libre et sûre

La sauvegarde de l'indépendance, de la prospérité et de la liberté individuelle, mais aussi de la sécurité exige un combat de tous les jours. Ce n'est que par cet effort constant que nous pouvons conserver notre Suisse belle et unique avec toutes ses valeurs et ses vertus. Il est évident que beaucoup de monde souhaite participer à la prospérité de la Suisse – également l'UE, organisation éminemment centralisatrice. Mais celles et ceux, qui veulent que la Suisse reste la Suisse, se rendent aux urnes le 20 octobre et votent UDC.

Les conséquences de l'immigration de masse incontrôlée – un million de personnes en chiffre net durant les 13 ans écoulés – sont perceptibles tous les jours pour nous autres, citoyennes et citoyens : bouchons sur les routes, requérants d'asile et jeunes migrants traînant dans les rues, souvent ivres et violents, bétonnage des surfaces vertes, hausse des coûts de la santé et du social. Le

manque de respect, voire les menaces de violence à l'égard des agents de police, enseignantes, infirmières, travailleuses sociales et jeunes femmes dans la rue font partie du quotidien. Ce sentiment d'insécurité se nourrit également des craintes pour l'emploi, le salaire et l'avenir des enfants. Pour assurer à notre pays un avenir dans la liberté et la sécurité, il faut renforcer la présence de

l'UDC au Parlement et au Conseil fédéral. C'est dire la grande importance des élections 2019 au Conseil national et au Conseil des Etats. Le slogan «liberté et sécurité» résume parfaitement le programme politique de l'UDC qui vise le renforcement de la Suisse, nation fondée sur la volonté de son peuple. Nous nous engageons pour notre patrie. Nous tenons notre parole et nous

promettons que nous n'accepterons pas la soumission de la Suisse à l'UE. Seule l'UDC s'engage pour la gestion autonome de l'immigration ainsi que pour le renforcement de la classe moyenne laborieuse grâce à des impôts, taxes et redevances modérés et moins de prescriptions. Pour atteindre ces objectifs, l'UDC doit rester le parti de loin le plus fort.

Au Conseil des Etats



**Thomas
STETTLER**

**Thierry
FROIDEVAUX**



**Avez-vous des questions
concernant les élections ?**

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats 2019.

**Hotline électorale
gratuite :**

0800 0 1291 0

Nous sommes à votre disposition
du lundi au dimanche
de 09.00 à 18.00 heures.

**Posez vos questions par
courriel :
elections@udc.ch**

Editorial

A vous de décider !

Le bradage du modèle à succès suisse et de notre patrie vous fait-il du souci ? En avez-vous assez de l'immigration sans limite, des nombreux requérants d'asile qui cherchent uniquement à se faire une vie confortable en Suisse, de la hausse de la criminalité ? Les médias taisent soigneusement ces réalités. Or, la vérité est que l'immigration incontrôlée modifie de manière dramatique notre société. L'intégration de tant d'étrangers n'est plus possible. Les tensions entre immigrants et autochtones augmentent. Les écoles ont du mal à atteindre leurs objectifs de formation, car il y a trop d'enfants de langues étrangères dans les classes. L'UDC veut stopper ce développement nuisible et limiter l'immigration. Tous les autres partis et associations y compris les syndicats veulent faire



Albert Rösti
Président de l'UDC Suisse

Suite à la page 2



**Tout ce que vous devez savoir sur les élections
au Conseil national et au Conseil des Etats
dans le canton du Jura**

page 9 - 12

Editorial

Suite de la page 1

adhérer la Suisse à l'UE et abandonner l'indépendance et l'autodétermination de notre pays – également dans le domaine de l'immigration.

En avez-vous assez de ceux de la Berne fédérale qui de toute manière font ce qu'ils veulent ? Vous avez les moyens de changer cela. Le 20 octobre 2019 vous pouvez avec votre voix faire basculer les rapports de majorité afin que votre volonté dans les questions de la politique européenne et à l'égard des étrangers soit enfin respectée.

Les élections du 20 octobre 2019 constituent un choix fondamental. Les Suissesses et les Suisses décideront de l'avenir de leur pays – non seulement pour les quatre années à venir, mais pour un avenir plus lointain. A vous de décider ! Si vous voulez donner un signal clair et net contre une immigration démesurée, si vous refusez d'enchaîner la Suisse à l'UE, si vous voulez que la Suisse reste un pays autodéterminé, libre et sûr, alors votez UDC le 20 octobre.

Albert Rösti

Albert Rösti,
Président UDC Suisse



Quels sont les principaux défis que la Suisse doit relever dans les années à venir ?

Ueli Maurer: Nous avons vécu une bonne période économique, d'où le risque d'une certaine insouciance. De nombreuses personnes semblent croire que nous avons assez d'argent pour répondre à tous les souhaits. Le même constat vaut pour les réglementations. Quand tout va bien, on croit qu'on peut imposer aux entreprises des contraintes administratives et des charges sans cesse nouvelles. Le grand défi consiste à résis-

« De nombreuses personnes semblent croire que nous avons assez d'argent pour répondre à tous les souhaits. »

ter à cette tentation. Si nous gérons de manière responsable l'argent dont nous disposons et si nous cessons de multiplier les prescriptions restreignant les citoyens et les entreprises, alors nous serons sur la bonne voie !



Guy Parmelin

Chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)

Ancien agriculteur et vigneron

Guy Parmelin: L'économie suisse doit rester compétitive pour assurer la prospérité des citoyennes et des citoyens. Les entreprises de toutes les tailles et de toutes les branches doivent pouvoir se développer librement, donc avec des charges administratives minimales et une liberté entrepreneuriale maximale. Parallèlement, il faut veiller à une bonne formation professionnelle afin de se préparer aux constants changements du marché du travail.



Ueli Maurer

Chef du Département fédéral des finances (DFF)

Ancien administrateur de l'Union des paysans zurichois

Vous avez des contacts avec de nombreuses personnes. Quelles sont leurs principales préoccupations ?

Ueli Maurer: De nombreuses personnes sentent qu'elles perdent lentement et insidieusement leur patrie, qu'elles ne sont plus chez elles dans leur propre pays, que leurs principales convictions sont remises en question. J'entends souvent la remarque suivante : « Mais à Berne on s'en moque ! » Ce sentiment

est une source de frustrations. On se sent ignoré, voire traité de raciste et d'extrémiste de droite. Il faut que nous puissions parler ouvertement des problèmes, faute de quoi la politique perd tout crédit.

Guy Parmelin: Nombre de personnes se plaignent que, malgré les gros efforts qu'elles font dans leur profession, il leur reste de moins en moins d'argent dans leur portemonnaie. La croissance relativement faible de la productivité et les charges supplémentaires qui renchérissent la vie

« Les charges supplémentaires qui renchérissent la vie inquiètent les gens. »

inquiètent les gens. C'est à ce niveau que nous devons intervenir en veillant à ce que nos décisions politiques visent avant tout à accroître la qualité de la vie des habitants de ce pays.

Liberté et sécurité au lieu d'égalitarisme et redistribution

par Thomas Aeschi, conseiller national et président du groupe parlementaire UDC

Pour quoi l'Union démocratique du centre s'engage-t-elle ? Pour une Suisse libre et sûre. Pour une Suisse autodéterminée, indépendante et neutre dans un régime de démocratie directe vivante et de fédéralisme. Pour une Suisse dans laquelle chaque citoyenne et chaque citoyen agit sous sa propre responsabilité en revendiquant le moins possible l'aide de l'Etat. Pour une Suisse où la classe moyenne traditionnellement forte se rend tous les jours au travail et éduque elle-même ses enfants.



Mais que veulent les socialistes et tous les autres partis ? Ils souhaitent un appareil étatique encore plus lourd et plus puissant dont les fonctionnaires – plus de 35'000 au seul niveau fédéral ! – prescrivent aux citoyens comment ils doivent organiser leur vie, un Etat qui doit prélever toujours plus d'impôts, de redevances et de taxes pour financer un budget toujours plus lourd. Ils veulent plus d'égalitarisme et de redistribution – toujours aux frais de la classe moyenne laborieuse qui forme le gros des contribuables.

L'UDC ne veut pas d'un tel Etat. Nous voulons que les générations à venir puissent vivre elles aussi dans une Suisse libre et autodéterminée, dans la paix et dans la prospérité.

L'argent qui reste dans notre porte-monnaie ne cesse de fondre

Voici les conséquences concrètes de l'arnaque fiscale socialo-écologiste :



Essence plus chère : plus 12 centimes par litre !

Extrapolée sur une année, cette hausse représente pour un ménage comptant des pendulaires et effectuant 20'000 km/an avec une consommation de 9 l/100 km environ 270 francs

plus 270.– francs



La hausse supplémentaire de la taxe CO₂ sur l'huile de chauffage :

la commission de l'environnement du Conseil des Etats a décidé de doubler la taxe écologique par tonne de CO₂ qui passerait à 210 francs, soit de 25 cts actuellement à **54 centimes par litre d'huile de chauffage !** Cela fait pour un ménage habitant dans un appartement locatif de 100 m² et consommant en moyenne 21 l/m²/an un supplément de 1134 francs.

plus 1'134.– francs



Taxe sur les billets d'avion de 30 à 120 francs par vol :

Exemple d'un vol d'avion à Londres pour une famille de 4 personnes:

le prix passe de 400 à 600, voire 800 francs !

plus 400.– francs



Interdiction des chauffages à huile : la commission de l'environnement du Conseil des Etats a décidé d'imposer une réduction massive des émissions de CO₂ aux immeubles existants. Cet objectif ne peut être atteint que par le biais d'une interdiction des chauffages à huile. Les coûts de transformation reportés sur les locataires se montent en moyenne à **1'128 francs !**

plus 1'128.– francs



Coûts supplémentaires par ménage et par an

Liberté et sécurité.

Votez UDC !



www.udc.ch

Pour une Suisse forte

Impressum:

ÉDITION SPÉCIALE : ÉDITION SPÉCIALE : est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage : 1'072'869 | Edition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général, case postale 3001 Berne, tél. 031 300 58 58, fax 031 300 58 59, info@udc.ch | Conception et graphisme: GOAL SA für Werbung und Public Relations | Crédits photos: iStockphoto, Shutterstock, www.admin.ch, www.parlement.ch, UDC Suisse | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich SA

Attention : cette publication n'est ni une publicité, ni une réclame, mais c'est une information politique. Elle peut donc être distribuée dans chaque boîte aux lettres même en présence d'un autocollant interdisant la publicité. Nous vous remercions de votre compréhension.

Le modèle à succès suisse s'appelle «ouverture au monde et autodétermination»

Accord-cadre UE – libre circulation des personnes – avenir de la Suisse – signification des élections au Conseil national – Greta Thunberg : «Edition Spéciale» s'est entretenue avec Christoph Blocher, ancien conseiller fédéral, au sujet des défis actuels que doit relever la Suisse.

Pourquoi la Suisse se porte-t-elle économiquement mieux que d'autres pays ? Parce que la Suisse bénéficie d'une avance en termes de liberté, de sécurité et de responsabilité individuelle. Son modèle à succès s'appelle ouverture au monde et autodétermination. Voilà pourquoi la Suisse n'est pas membre de l'UE. Or, certaines forces politiques cherchent à miner, voire à détruire ce modèle à succès. Cela m'inquiète.

L'économie ronfle, les gens ont du travail... et vous vous inquiétez de l'avenir de la Suisse ?

C'est dans des périodes prospères que les hommes, les entreprises et les pays préparent leur ruine.

conduit la Suisse dans l'UE. Disons-le tout net : celles et ceux qui veulent signer ce contrat ne l'ont pas lu ou suivent égoïstement leurs propres intérêts financiers et politiques sans égard pour notre pays et le bien-être de ses habitants.

Non seulement les associations économiques, mais aussi les universités et les étudiants sont pour l'accord-cadre.

Oui, je sais. Ces milieux voulaient déjà nous pousser dans l'UE en 1992. Sans dénigrer l'enthousiasme et les visions des jeunes, je constate que l'expérience et le bon sens nous dictent une autre voie. Heureusement que le peuple a refusé l'adhésion à l'UE en 1992.

La Suisse peut-elle vraiment se soustraire à cette contrainte ?

Bien sûr ! Si la Suisse le veut et exprime clairement sa volonté, les choses sont très simples. La Suisse a surmonté des moments bien plus difficiles dans le passé sans pour autant s'abandonner.

Comment les choses continueraient-elles en Suisse sans cet accord ?

C'est très simple : la Suisse poursuivrait sur la voie qui a fait la preuve de son efficacité : ouverte au monde, mais sans abandonner les piliers de son Etat. Des jours difficiles approchent. L'histoire nous l'a prouvé : c'est en restant fidèle à elle-même que la Suisse surmonte le mieux les difficultés.



Le Conseil fédéral affirme que faute de cet accord-cadre nous serions discriminés par l'UE.

Pures sottises. Cela fait trente ans que l'on brandit cette menace. L'UE exporte davantage en Suisse que la Suisse exporte dans l'UE. Il ne viendrait à l'idée de personne de discriminer un aussi bon client.

Ne voyez-vous pas les choses trop en noir ?

Non. Ce traité de soumission donne non seule-

ment à l'UE le droit d'édicter des lois en Suisse, mais en plus il appartiendrait en cas de litige à la Cour de justice de l'UE, donc au tribunal de la partie adverse, de trancher. Nous autres Suisses, nous devrions nous soumettre à du droit et à des juges étrangers. Voulons-nous vraiment que, par exemple, notre politique des transports soit déterminée par l'UE ? Que Bruxelles fixe notre politique agricole ? Ou que l'UE décide que chaque immigrant a droit à la totalité de l'aide sociale suisse ? Faut-il que l'UE décide comment nous organisons nos banques cantonales ? Ou qu'elle décide du niveau de nos impôts ? Combien de milliards serons-nous contraints de verser à Bruxelles ?

« Les politiciens qui acceptent un tel traité de soumission doivent être tombés bien bas ! »

La Suisse exporte massivement à l'étranger. Ne faut-il pas alors poursuivre la globalisation, s'aligner sur l'UE ?

Nick Hayek, patron du groupe Swatch, l'a dit très clairement : la Suisse n'a certainement pas à s'adapter aux conditions-cadres imposées par l'UE. C'est au contraire l'UE qui doit s'approcher de celles de la Suisse. Il a raison. Nous avons objectivement de meilleures conditions-cadres.

Mais l'accord-cadre ne nous fait pas entrer dans l'UE. Il nous rattache seulement à celle-ci.

L'accord-cadre donne à l'UE le droit d'édicter les lois valables en Suisse – même contre la volonté des citoyens suisses. Les politiciens qui acceptent un tel traité de soumission doivent être tombés bien bas ! Or, à l'exception de l'UDC, tous les partis veulent cet accord.

Les associations économiques et les grands managers veulent aussi signer cet accord.

Oui, malheureusement ! Alors qu'ils savent très bien que cet accord-cadre

L'UDC veut mettre fin à la libre circulation des personnes avec son initiative de limitation. Les adversaires de ce projet affirment qu'il nuit à l'économie.

Le but de cette initiative est de limiter l'immigration excessive que subit la Suisse. La Suisse doit gérer de manière autonome l'immigration sur son territoire, comme l'ont décidé le peuple et

trueuses. Aujourd'hui déjà, la Suisse affiche un taux de chômage plus élevé que l'Allemagne à cause de la libre circulation des personnes et une politique d'asile irresponsable ! Notre bonne situation économique est ébranlée. Voulons-nous attendre que la Suisse sombre dans un chômage de masse ? Non, je crois que nous devons enfin agir.

Mais la Suisse a besoin de spécialistes

d'habitants . Conséquences parmi d'autres : du stress dû à une densité démographique excessive et le bétonnage des paysages.

Pourquoi est-il si important que l'UDC gagne ces élections ?

Si l'UDC perd, elle aura moins de sièges au Parlement et l'opposition aux décisions insensées prises par la Berne fédérale au détriment de notre liberté et de notre sécurité sera affaiblie. La Berne fédérale pourra alors alourdir encore plus la bureaucratie, augmenter les impôts, taxes et redevances et multiplier les interdictions. En clair : le niveau de vie baissera en Suisse, surtout



les cantons. Manquant totalement de respect pour la volonté du peuple, une classe politique ivre de pouvoir a refusé d'appliquer ce mandat constitutionnel et l'a même inversé. L'UE a jusqu'ici refusé de négocier. C'est là qu'intervient l'initiative de limitation. L'accord de libre circulation des personnes ne doit être résilié que si l'UE refuse d'en renégocier les termes. L'économie n'en tire aucun inconvénient. Les professionnels dont les entreprises ont besoin continueront de venir, tout comme les frontaliers. Les milieux économiques n'ont rien à craindre. En revanche, cette initiative stoppera l'immigration abusive qui provoque du chômage et des charges sociales mons-

étrangers. Comment régler ce problème sans la libre circulation des personnes ? Si on ne trouve pas ces spécialistes en Suisse, on peut les faire venir de l'étranger. Des permis de travail de courte durée continueront d'être accordés. La Suisse a agi de la sorte avec succès entre 1971 et 2007. Puis l'UE lui a imposé la libre circulation des personnes. Le Conseil fédéral a promis que l'immigration ne dépasserait pas 8000 à 10'000 personnes par an. Or, plus de 65'000 par an en chiffres nets sont venus et les charges sociales ont explosé. Le même laxisme régit la politique d'asile. Depuis 2007 la population de la Suisse a augmenté d'un million

pour la classe moyenne. La Suédoise Greta Thunberg a environ l'âge de vos petits-enfants. Que diriez-vous à cette jeune activiste pour le climat si vous la rencontriez ?

Je dirais : «Bonjour Mademoiselle Thunberg, c'est bien que vous vous engagiez pour un bon climat. Veillons donc tous ensemble à la qualité de l'air et de l'eau, à des sols sains, mais sans pour autant lancer des mesures insensées, excessivement coûteuses, disproportionnées et qui, de surcroît, n'ont aucune efficacité. Le principal résultat de ces mesures est de réduire la liberté et la sécurité des gens et, en plus, de les appauvrir.»

Christoph Blocher en quelques mots

Naissance: 11 octobre 1940 à Zurich, grandit à Laufen près des chutes du Rhin – **Originaire:** Meilen/ZH et de Schattenhalb/BE, citoyen d'honneur de Lü dans le Val Mustair – **Domicilié:** Herrliberg/ZH, marié, 4 enfants, 12 petits-enfants – **Formation:** 2 ans d'apprentissage agricole à Ossingen/ZH, études de droit à Zurich, Montpellier et Paris, doctorat en droit – **Carrière professionnelle:** entrée au service juridique de l'entreprise EMS-Chemie après ses études, président de la direction d'EMS-Chemie (anciennement Emser Werke), reprise de la majorité des actions d'Ems-Chemie Holding SA, président et délégué du conseil d'administration d'EMS-Chemie Holding SA, entrepreneur en médias – **Carrière militaire:** colonel, anc. Cdt Ls Rgt 41 – **Parcours politique:** cofondateur du «Studentenring» de l'Université de Zurich, membre du conseil communal de Meilen, député au Grand Conseil, président de l'UDC du canton de Zurich, conseiller national, président de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), conseiller fédéral et chef du Département fédéral de justice et police, président du Comité contre l'adhésion insidieuse à l'UE ; en 2018, démission de tous ses mandats politiques.

Stoppez les combinards de l'UE du Palais fédéral !

par Céline Amaudruz, conseillère nationale et candidate au Conseil national, gestionnaire de fortune

Au jeu du Mikado, le perdant est celui qui fait bouger le premier ses baguettes. Dans la bataille concernant l'accord de rattachement à l'UE, les perdants seraient manifestement ceux qui annoncent la couleur avant les élections fédérales du 20 octobre. Les partis qui acceptent ce diktat de l'UE évitent en tout cas soigneusement ce thème.



Ils préféreraient ne pas du tout en parler. Mais ils sont tous complices : economiesuisse, Union patronale,

PLR, PDC, Verts Libéraux, Verts et PS. Même les syndicats, appâtés par des concessions qui nuisent à la liberté du marché du travail, rejoindront le camp des partisans de l'accord-cadre avant la fin de l'année.

Le modèle à succès suisse est menacé

La Suisse était à l'origine un pays pauvre. Son succès exceptionnel en termes de prospérité, de paix et d'équilibre social s'explique uniquement par les piliers de son Etat qui s'appellent démocratie directe, fédéralisme et neutralité armée. Tout cela serait menacé par l'accord de

rattachement à l'UE. Ce contrat permettrait à l'UE d'imposer ses règles dans les domaines de la libre circulation des personnes, de la politique agricole, des normes industrielles, de l'approvisionnement énergétique et même des axes de transit nord-sud.

Le peuple évincé

Le peuple, actuellement le patron en politique, serait mis à l'écart. Il serait remplacé par le droit UE et le tribunal UE. On tente de nous faire croire que nous pourrions tout de même voter, mais que nous devrions alors accepter les «mesures de compensation» de

Bruxelles. Cela relève du même cynisme que de dire aux automobilistes : «Vous êtes libres de foncer à 180 km/h dans une zone limitée à 30,

et une amende de quelques dizaines de milliers de francs.»

Cette thématique paraît suffisamment importante pour être débattue avant les élections. Mais la coalition du rattachement à l'UE craint la lumière du jour. »

mais vous devez simplement accepter les mesures de compensation, soit le retrait définitif du permis de conduire, une peine d'emprisonnement

Ne permettez pas qu'on vous roule dans la farine ! Votez pour des représentants du peuple qui défendent à visage découvert les piliers de notre Etat !

Comme dans un match Suisse-France où la France fixerait les règles du jeu

par Michaël Buffat, conseiller national, directeur de banque

Ledit accord-cadre que l'UE veut imposer à la Suisse n'est pas autre chose qu'un traité de soumission au profit exclusif de Bruxelles. Aucun Etat au monde n'accepterait cela.



tions de plusieurs années est le pré-sent «accord-cadre institutionnel».

L'accord avec l'UE évincé les citoyennes et citoyens suisses

Cet accord marque la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale. Le peuple, les cantons et le Parlement n'auraient plus voix au chapitre dans les principales questions touchant à l'avenir de notre pays. Législateur suprême, le peuple suisse serait privé de son pouvoir dans des domaines essentiels de notre politique économique, sociale et étrangère. La Suisse serait contrainte de reprendre du droit étranger, de reconnaître des juges étrangers et, si son peuple vote autrement que ne le souhaite Bruxelles, l'UE pourrait en toute légalité punir notre pays.

Ce serait comme un match de football Suisse-France où les Français fixeraient les règles du jeu, les modifieraient en cours de rencontre,

nommeraient l'arbitre et auraient de surcroît le droit de donner des coups de pieds aux joueurs suisses. Parmi les 194 pays du monde, je n'en vois pas un seul acceptant un accord aussi «unilatéral», un traité de soumission qui le livrerait pieds et poings liés à une organisation d'Etats.

« Cet accord marquerait la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale. »

eurs suisses. Parmi les 194 pays du monde, je n'en vois pas un seul acceptant un accord aussi «unilatéral», un traité de soumission qui le livrerait pieds et poings liés à une organisation d'Etats.

La Suisse sait depuis 700 ans ce que sont des accords bilatéraux. Le terme bilatéral dit bien ce qu'il veut dire : il s'agit de contrats que concluent deux pays dans l'intérêt mutuel et en se considérant comme deux partenaires égaux en droit. C'est une chose parfaitement normale. La Suisse a conclu plus de 150 accords bilatéraux avec la seule UE.

Mais en 2008 l'UE a fait comprendre clairement à la Suisse qu'elle n'acceptait plus des accords bilatéraux de ce genre. En lieu et place de rapports entre partenaires égaux en droit, Bruxelles exigeait un «cadre» englobant tous les accords passés et futurs ce qui implique que dorénavant la Suisse doit reprendre les modifications imposées par l'UE. L'affaire a été négociée et le résultat des négocia-



Engagez-vous maintenant pour la liberté, l'indépendance et l'autodétermination de la Suisse !

Le comité interpartis «NON à l'adhésion insidieuse à l'UE» mène la bataille contre «l'accord-cadre UE», ce traité de soumission proposé par le Conseil fédéral. Le comité contre l'adhésion insidieuse à l'UE compte de nombreuses personnalités connues de toute la Suisse. Il est présidé par Roger Köppel, conseiller national et éditeur du magazine «Weltwoche». Devenez vous aussi membre en vous inscrivant sur le site www.non-ue.ch ou en remplissant la **formule d'adhésion à la page 8**.

Devenez membre du comité interpartis «NON à l'adhésion insidieuse à l'UE» !



L'accord-cadre institutionnel avec l'UE que nous présente le Conseil fédéral ne nous va pas. Il n'est absolument pas «taillé sur mesure». Les tailleurs de l'UE n'ont pas pris une

seule fois la mesure de la Suisse. Ce contrat est bien plus un carcan dans lequel on veut nous presser. Il nous impose des réglementations européennes qui ne conviennent ni à notre vie quotidienne, ni à nos valeurs. Il nous impose du droit UE et nous punit si nous décidons autrement. La décision finale appartiendrait aux juges étrangers de la Cour de justice UE. Le tribunal arbitral n'aurait strictement rien à dire.

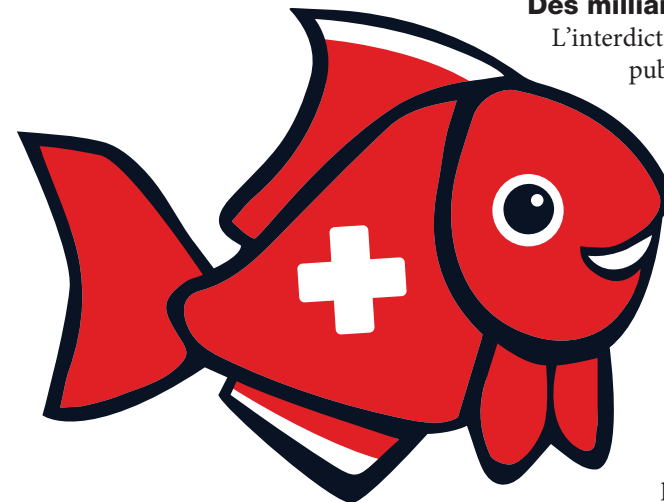
« L'accord qu'on nous soumet étend massive-ment la libre circulation des personnes. »

Immigration facilitée
L'accord qu'on nous soumet étend massivement la libre circulation des personnes en simplifiant encore plus l'obtention d'un droit de séjour et le regroupement familial. L'immigration de masse augmenterait et avec elle la pénurie de logements, le niveau des loyers, l'engorgement

des routes et des trains. Les institutions sociales seraient contraintes d'augmenter les cotisations et de réduire leurs prestations. Le partenariat social traditionnel de la Suisse serait remplacé.

Des milliards à payer

L'interdiction européenne des aides publiques entraverait le développement économique des cantons et des communes. Les systèmes fiscaux cantonaux seraient touchés : l'encouragement d'implantations, les aides économiques et les promotions régionales des cantons ne seraient plus possibles sans l'accord de l'UE. La TVA européenne de 15% au minimum renchérirait notre consom-



Plus d'argent pour l'AVS et moins pour l'étranger

par Marcel Dettling, conseiller national, agriculteur

La confédération dépense toujours plus d'argent pour l'étranger. L'UDC entend changer cela et garantir les rentes AVS des Suissesses et des Suisses. Elle propose de prélever au moins un milliard de francs par année sur les quelque 5 milliards que la Confédération affecte uniquement à l'aide au développement et à l'asile et de transférer ce montant à l'AVS. Idem pour le milliard de cohésion de l'UE qui serait également mieux à sa place dans l'AVS.



Atteignant plus de 50'000 personnes en 2018, soit autant que la population de la ville de Bienne, l'immigration est toujours six fois plus élevée que le Conseil fédéral avait tenté de le faire croire au peuple suisse avant la votation sur la libé-

mation. Des institutions helvétiques, qui ont fait la preuve de leur efficacité, ne seraient plus admises : usines hydrauliques, fournisseurs de réseaux électriques, assurances cantonales des bâtiments, SUVA, banques cantonales, hôpitaux, mais aussi de nombreuses institutions sportives, culturelles et de loisirs. Et pour couronner le tout, nous serions contraints de payer des milliards de francs pour tous ces inconvénients ! Nous devrions cofinancer les programmes UE actuels et

futurs et, surtout, verser des milliards au fonds de cohésion UE.

Abandonner notre droit de vote

Non, nous refusons ce carcan ! L'accord-cadre menace globalement le succès et l'autodétermination de la Suisse. Il prive les citoyennes et citoyens de leurs droits politiques. Nous ne voulons pas de cela ! Le Conseil fédéral doit refuser catégoriquement cet accord.

Accord institutionnel – rendez-vous compte de ce que l'UE exige vraiment de la Suisse

Tout le monde parle de ce traité appelé accord-cadre UE et, hormis l'UDC, tout le monde le réclame. Mais personne, hormis l'UDC, ne veut en parler avant les élections fédérales du 20 octobre. C'est normal, car il suffit de lire le texte de cet accord pour se rendre très vite compte ce qu'il signifie : la soumission totale de la Suisse à l'UE, la fin de la démocratie directe, de l'indépendance, de la liberté et de l'autodétermination de la Suisse. Le PDC, le PBD, le PLR, les Verts, les Verts Libéraux et le PS sont prêts à brader la Suisse.

Lisez vous-même sur www.non-ue.ch

(Dans le menu du site internet www.non-ue.ch, cliquez sur «accord-cadre commenté»)

re circulation des personnes. La préférence nationale exigée par le peuple suisse a été inversée et traduite en une préférence étrangère par l'alliance PLR-PS. Pourtant, le taux de chômage suisse, soit 4,8%, est plus élevé que celui de l'Allemagne.

L'immigration coûte à la Suisse des sommes monstrueuses en termes de contributions sociales, de frais d'intégration et d'infrastructures. Parallèlement, la Confédération dépense une somme énorme – près de 5 milliards de francs par an – pour l'asile et l'aide au développement, soit plus que pour la sécurité nationale et même le double du montant consacré à la production agricole. De surcroît, la Suisse s'apprête à faire cadeau à l'UE de plus d'un milliard de francs pour ladite

cohésion. Notre pays dépense de plus en plus d'argent pour l'étranger et pour entretenir les migrants sociaux du monde entier.

Cette politique est inacceptable et doit changer. L'initiative UDC de limitation veille à ce que la Suisse gère enfin elle-même l'immigration conformément à la volonté du peuple. Il s'agit également de fixer de nouvelles priorités pour les dépenses fédérales. Au moins un milliard de francs doit être transféré de l'aide au développement et de l'asile vers l'AVS. En outre, il n'y a pas lieu de verser 1,3 milliard de francs au fonds de cohésion de l'UE. Cet argent doit profiter aux habitants de la Suisse afin de garantir les rentes AVS d'une classe moyenne qui travaille durement.

Le travail doit à nouveau valoir la peine

par Jean-François Rime, conseiller national, entrepreneur et président de l'Union suisse des arts et métiers

Conçue initialement comme un soutien passager pour surmonter des situations d'urgence, l'aide sociale est depuis longtemps devenue un revenu de base sans condition pour certains groupes de la population, notamment les personnes de l'asile. Il s'agit là d'une dérive fatale qui rend le travail peu attrayant et coûte des milliards de francs aux contribuables.



Lorsque la Conférence suisse des institutions d'aide sociale (CSIAS) annonce bruyamment que toute réduction de l'aide sociale est impossible et inhumaine, elle donne dans la pure propagande des travailleurs sociaux. Selon les directives CSIAS, un ménage à une personne doit toucher une contribution

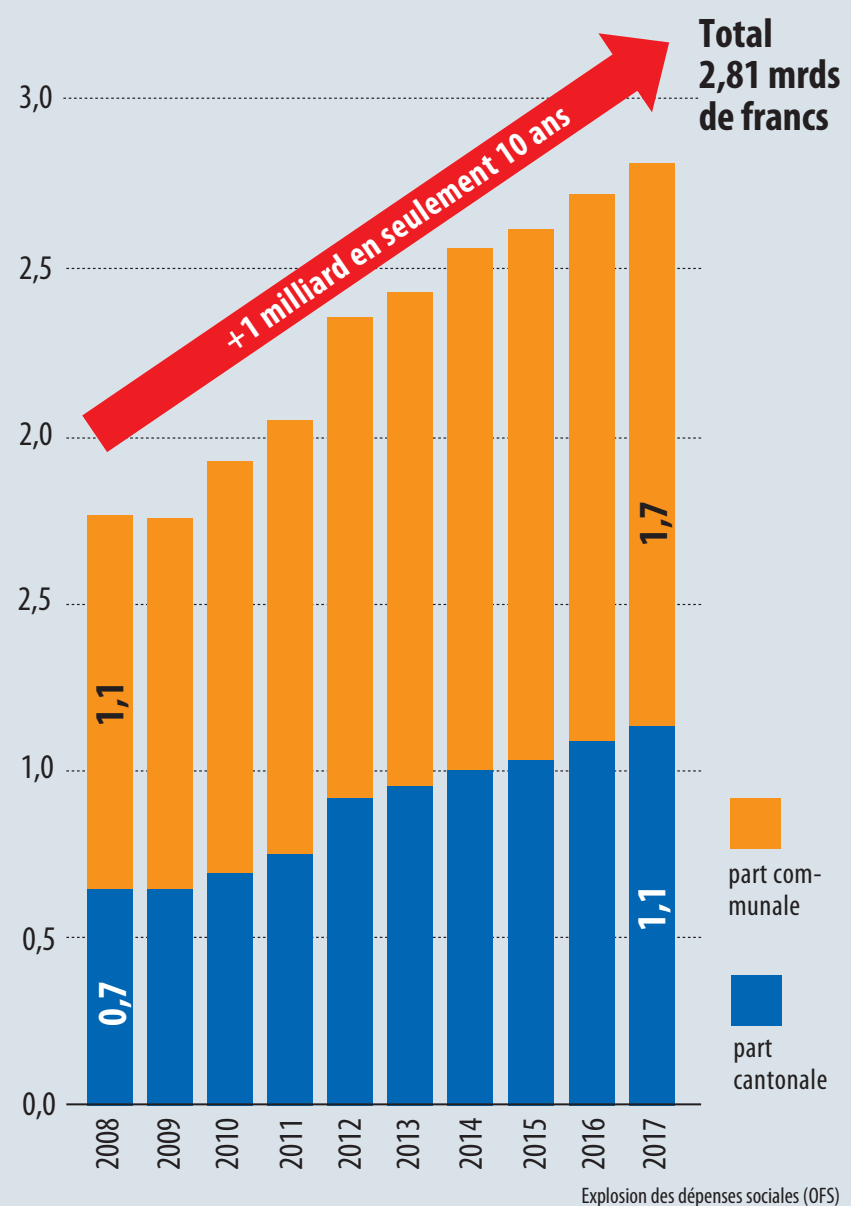
mensuelle de base en liquide de 986 francs. Ce montant est de 2'110 francs pour un ménage de quatre personnes. Les bénéficiaires sont libres de dépenser cet argent comme ils l'entendent.

Contrairement à ce que suggère la CSIAS, cette contribution dite pour les besoins de base n'est pas, beaucoup s'en faut, tout ce que reçoivent les bénéficiaires de l'aide sociale. Une famille de quatre personnes touche de surcroît pour le loyer, les primes d'assurance-maladie (LAMal) et au titre desdites prestations circonstancielles (par exemple, le dentiste, l'hygiène dentaire, la crèche d'enfants, le matériel scolaire, les abonnements aux transports publics, etc.) des contributions d'une valeur dépassant largement 5'000 francs par mois. Tout cela bien entendu hors impôts.

Une personne qui veut entretenir sa famille avec du travail payé doit gagner nettement plus que ce qu'elle recevrait de l'aide sociale sans payer d'impôts. A un revenu inférieur, le travail ne vaut pas la peine. Il est cependant illusoire de penser qu'une personne de formation modeste et sans expérience professionnelle puisse gagner plus de 6'000 francs par mois.

L'Etat ne doit pas dépenser plus d'argent pour l'aide sociale, mais renforcer les incitations poussant les gens à travailler. Les personnes travailleuses et motivées doivent être récompensées alors que les paresseux et les récalcitrants à l'intégration doivent se contenter du minimum. L'aide sociale publique est liée à une obligation générale de travailler.

Explosion des coûts de l'aide sociale en milliards de francs



Moins de masques, plus de sécurité

par Yves Nidegger, conseiller national, avocat



L'initiative populaire «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage» accroît la sécurité publique. Elle fournit une base légale pour s'opposer enfin aux hordes de vandales et casseurs masqués qui sévissent impunément lors de manifestations, sportives notamment, ou dans le contexte des cortèges du 1er mai.

En interdisant le voile intégral, l'initiative veut protéger en outre le droit constitutionnel des femmes à l'égalité et à la liberté. Des femmes et des hommes libres se regardent à visage découvert lorsqu'ils se parlent. Le principe élémentaire de

l'égalité des droits commande de veiller à ce que les femmes comme les hommes montrent leur visage en public. L'interdiction de dissimuler son visage ne porte par ailleurs aucune atteinte à la liberté de sortir dans la rue avec la tenue vestimentaire de son choix. Car cette liberté est soumise au respect de l'ordre public. De même que la nudité intégrale (ne rien cacher de soi) contrevient à l'ordre public, le voile intégral (ne rien montrer de soi) y contrevient tout autant. Cette initiative sera soumise au vote du peuple et des cantons l'an prochain. Nous comptons sur votre soutien.

Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage



Liberté et sécurité.



www.udc.ch

Votez UDC!





Que veut l’initiative UDC de limitation?

L’initiative de limitation exige une gestion raisonnable et autonome de l’immigration. Elle sera probablement soumise au souverain en mai 2020. Depuis l’introduction de la libre circulation des personnes en 2002, 1,1 million de personnes en chiffres nets ont immigré en Suisse. Et année après année 60’000 à 80’000 étrangers continuent de s’installer dans notre pays.

Les conséquences de ce phénomène sont énormes. Les partisans de la libre circulation des personnes prétendent que l’immigration est d’une importance centrale pour l’économie. Cette affirmation n’est juste que si on considère

l’économie de manière isolée et que l’on ignore délibérément les autres coûts – par exemple au niveau des institutions sociales, de la formation, de la santé ou de la sécurité. Et si on ferme les yeux devant la pression massive que la libre circulation des personnes exerce notamment sur les salariés de plus de 50 ans qui sont facilement remplacés par une main-d’œuvre importée plus jeune et moins chère. Le Conseil fédéral tente de résoudre ce problème par une nouvelle institution sociale appelée «rente pont».

Les besoins de l’économie en professionnels qualifiés peuvent parfaitement être satisfaits de manière unilatérale et

contrôlée par la Suisse, donc sans accord de libre circulation, mais, conformément à la Constitution fédérale, en tenant compte de la situation économique générale et en appliquant la préférence nationale qui protège les salariés âgés.

La position de l’UDC est claire: la Suisse ne peut combattre les conséquences graves et onéreuses de la libre circulation qu’en reprenant en Suisse le contrôle de l’immigration. L’accord de libre circulation l’empêche de le faire. Ce traité conclu avec l’UE donne à 500 millions de citoyens UE le droit d’immigrer en Suisse.

www.initiative-de-limitation.ch

Opinion

La destruction du modèle à succès suisse?

Christoffel Brändli commente l’immigration et la politique environnementale

Durant les treize ans écoulés la population de la Suisse a augmenté de plus d’un million d’habitants à cause de l’immigration. Hormis l’UDC, tous les partis politiques souhaitent prolonger cette immigration déterminée par l’UE et imaginent sans inquiétude une Suisse à 10 millions d’habitants.

De toute évidence, les partisans de cette immigration se laissent guider par des intérêts commerciaux à court terme et ferment les yeux devant les conséquences de ce phénomène. Or, la Suisse risque d’y perdre durablement sa prospérité. Pourquoi?

La croissance démographique et les besoins supplémentaires qui en découlent exigent une augmentation de l’espace habitable de 20 à 30 %. Cela signifie concrètement le bétonnage des paysages ou, en procédant à des constructions denses, l’émergence de bidonvilles dans nos agglomérations. Aujourd’hui déjà nous assistons à ce développement sans réagir. Vous êtes-vous demandé ce que cela signifie, par exemple, pour la ville de Coire que de devoir mettre à disposition 30 % de plus d’espace de logement? Où sont donc les Verts-Libéraux qui récemment encore ont fait de grandes déclarations en faveur de la conservation des surfaces cultivables?

Le besoin en espace habitable n’est pas le seul problème. Un à deux millions d’habitants supplémentaires chargent encore plus nos infrastructures de transport qui ont déjà atteint les limites de leur capacité. Un à deux millions d’habitants supplémentaires signifie au moins 500’000 voitures de plus ou implique une extension excessivement onéreuse des transports publics.

Nos institutions sociales – AVS, aide sociale, assurance-maladie et autres – seront encore plus difficiles à financer. Le seul financement des rentes AVS supplémentaires exige la création de deux à trois millions nouveaux emplois. Une chose totalement impossible à l’ère

de la numérisation. Une Suisse à 10 millions d’habitants consommera aussi beaucoup plus d’énergie. Personne ne sait où on pourra la prendre.

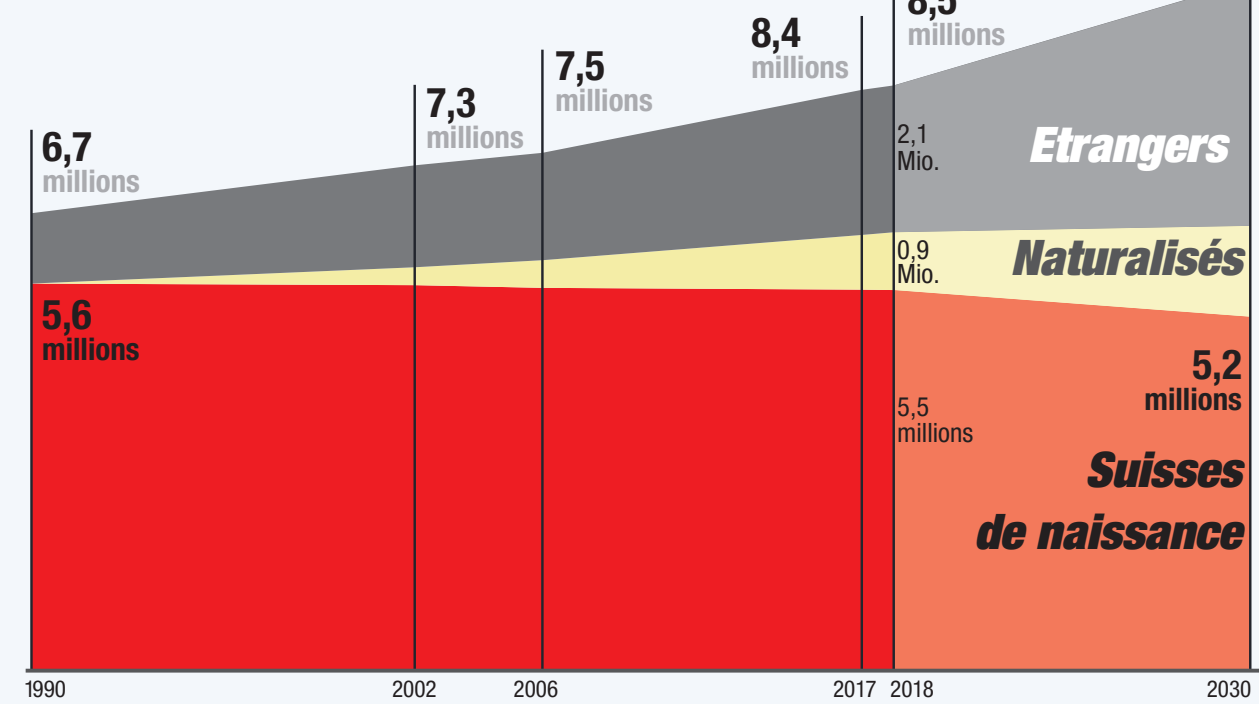
Notre société change elle aussi de manière dramatique. L’intégration des immigrants n’est plus guère possible. Les tensions entre nouveaux arrivants et autochtones augmentent. Les écoles ont de plus en plus de mal à atteindre leurs objectifs de formation en raison de la composition hétérogène des classes. La population autrefois homogène est en train de se disperser en groupes d’habitants qui vivent certes ici, mais qui n’ont plus aucun rapport entre eux.

Comment la politique réagit-elle face à ce développement? On fonde une alliance pour le climat – on ne sait pas très bien ce que cela veut dire – et on tente de détourner l’attention du public des problèmes que pose une immigration totalement démesurée. La grande industrie se montre reconnaissante à l’égard de la politique parce que l’immigration lui permet d’augmenter ses bénéfices.

Il est temps que le peuple suisse s’éveille et qu’il prenne en main son avenir. Il est minuit moins cinq et l’accord-cadre, par lequel la Suisse se soumettra définitivement à l’UE, est proche de son application. Ainsi, la démesure aura atteint l’objectif final: la destruction définitive du modèle à succès suisse qui se fonde sur l’autodétermination, la modestie et la liberté.

Christoffel Brändli était conseiller d’Etat et il a siégé au Conseil des Etats. Il habite à Landquart (GR).

Bientôt 10 millions d’habitants en Suisse ?



L’immigration croissante provoque une explosion démographique. Source: OFS, développement de la population résidente permanente en Suisse & propres extrapolations. Naturalisations par an cumulées depuis 1990.

Préserver notre environnement – limiter l’immigration

Le résultat de l’immigration de masse incontrôlée: durant les 13 années passées, un million de personnes ont immigré en Suisse. Cette explosion démographique nuit directement à notre environnement et au climat. Ses conséquences sont désastreuses: pendant ces treize années, des espaces verts d’une surface équivalente à 57’000 terrains de football ont été couverts de constructions. En d’autres termes, 407 millions de mètres carrés de nature ont été bétonnés, notamment pour construire 454’000 nou-

veaux logements. Un million d’immigrants signifie aussi 543’000 voitures et 789 autocars de plus sur les routes et 9 milliards de kilomètres supplémentaires parcourus. Avec un million d’habitants de plus, la Suisse consomme au moins 2 milliards de kilowattheures de plus par an, ce qui correspond à la production de 500 grandes éoliennes. Enfin, un million d’immigrants provoquent une augmentation de la consommation d’eau de 59 milliards de litres par an.

Arrêtons de bétonner la Suisse !



Des questions

- Concernant le matériel électoral ?
- Concernant les élections ?

Renseignements gratuits et compétents ici !

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats 2019. Comment élire correctement ? Comment voter correctement pour que ma voix serve au mieux les intérêts de la Suisse ?

Nous sommes à votre disposition tous les jours de 09h00 à 18h00 et également le week-end.



Hotline électorale gratuite :
0800 0 1291 0

Courriel :
elections@udc.ch



Dans un local sombre...



... peu après 21 heures, les fers de lance du parti le plus fort de Suisse se réunissent. La période la plus folle de la vie politique est probablement en train de recommencer ...

Regardez «Campagne électorale – le film» sur

<https://wahlkampfderfilm.ch/fr/>



Grand quiz électoral

www.udc.ch/concours



1 Que signifie le projet d'accord-cadre UE pour la Suisse ?

- ☐ L'intégration de la Suisse dans l'UE = **FA**
- ☐ La soumission de la Suisse à l'UE = **VO**



2 Combien d'immigrants en chiffres nets sont venus en Suisse depuis 2007 ?

- ☐ environ 100'000 = **KE**
- ☐ environ 1'000'000 = **T**



3 Qui pouvez-vous appeler gratuitement si vous avez des questions concernant le matériel électoral ?

- ☐ Darius Rochebin = **NE**
- ☐ La Hotline électorale gratuite de l'UDC = **EZ**



4 Quel est le slogan électoral de l'UDC pour les élections du 20 octobre ?

- ☐ «Bièrte gratuite et sécurité» = **W**
- ☐ «Liberté et sécurité» = **U**



5 A quel niveau passerait la TVA suisse (actuellement 7,7%) en cas d'adhésion à l'UE ?

- ☐ A au moins 10 % = **S**
- ☐ A au moins 15 % = **DC**



6 Qui a dit : «Cet accord serait la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale» ?

- ☐ Thomas Matter, conseiller national = **!**
- ☐ Christa Markwalder, conseillère nationale PLR = **F**

Liberté et sécurité. La Suisse doit le rester. J'y contribue !

- ☐ Je souhaite devenir membre de l'UDC à mon lieu de domicile, resp. dans ma région/mon canton. Je verse une cotisation annuelle et je suis invité aux assemblées et manifestations du parti.
- ☐ Je souhaite être informé sur les activités en cours, les communiqués de presse et les articles de l'UDC Suisse. Veuillez m'envoyer dès à présent votre lettre d'information gratuite à l'adresse courriel ci-dessous.
- ☐ Veuillez m'envoyer gratuitement le programme politique de l'UDC Suisse.
- ☐ Je suis prêt à mettre à disposition mon terrain, ma grange, un mur de ma maison pour des affiches de la **campagne UDC au Conseil national**.

Veuillez m'envoyer :

_____ Affiches A0 pour tous les temps (solide) (A0 = 84,1 cm x 118,9 cm)

_____ Affiches A2 en papier (A2 = 42 cm x 59,4 cm)

- ☐ Je soutiens la **campagne de l'UDC au Conseil national** (les dons peuvent être déduits dans une certaine mesure des impôts cantonaux et communaux).
- ☐ Je fais un don de _____ francs sur le **CCP 30-8828-5** de l'UDC Suisse.
- ☐ Veuillez m'envoyer un bulletin de versement de l'UDC Suisse
- ☐ J'accepte que vous utilisiez mon adresse pour la publicité de l'UDC.
- ☐ Je souhaite devenir membre du comité interpartis «Non à l'adhésion insidieuse à l'UE» (voir article à la page 5).

Nom/Prénom

Rue

NP/Lieu

Téléphone

Courriel

Signature

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :
UDC Suisse, Secrétariat général, case postale, 3001 Berne
Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58, fax 031 300 58 59

Participez au concours en ligne :
www.udc.ch/concours

Enoncé de la solution correcte

1 2 3 4 5 6

Cochez les réponses correctes, écrivez les lettres correspondantes dans la même suite que les questions et renvoyez la solution. Délai de renvoi : 20 octobre 2019

1^{er} au 5^e prix : invitation personnelle au domicile de Christoph Blocher qui vous fera visiter, à vous-même et à la personne qui vous accompagne, sa collection privée de tableaux des peintres Anker et Hodler.

Les gagnants seront informés par écrit fin octobre 2019. Il n'y aura aucune correspondance concernant le concours. Un versement au comptant n'est pas possible. Tout recours judiciaire est exclu.

www.udc.ch



Les candidats UDC se retroussent les manches

La seule formation politique proche du peuple s'engage depuis de nombreuses années pour que le canton du Jura reste une région où il fait bon vivre, au sein d'une Suisse libre.



Thomas Stettler, Courroux
Président UDC Jura

Qui d'autre que l'UDC, pour marcher sur les pieds et réveiller ceux qui n'ont d'autres solutions que de nous ponctionner à tout va ?

Les taxes supplémentaires étouffent la classe moyenne et poussent encore plus de personnes à l'aide sociale. Le commerce local souffre fortement de la concurrence étrangère attisée par un pouvoir d'achat en baisse. Une fois de plus les jurassiens seront les perdants. Un canton rural et excentré comme le Jura, dans lequel les salaires sont plus modestes, les taxes sont d'autant plus lourdes. La majorité des gens ont besoin d'une voiture pour se rendre au travail ou faire leurs commissions, ils payeront donc encore

plus pour leurs besoins vitaux. Dans notre canton, l'augmentation de l'aide sociale est déjà parmi les plus hautes du pays. Il faut donc combattre toute nouvelle taxe.

Qui d'autre que l'UDC, pour dénoncer le conformisme à l'UE qui tue notre indépendance ?

Si la Suisse est un pays magnifique, c'est surtout grâce à notre système politique. La démocratie directe tant décriée par nos adversaires est en fait la clef du succès. Avec la signature de l'accord-cadre avec l'UE, la Suisse perdrait un pilier du succès économique.

Même si le taux de chômage est au plus bas, les chômeurs âgés ont du mal à

retrouver un emploi. La pression sur le marché du travail par les frontaliers est énorme, la tentation que les entreprises licencient des travailleurs âgés pour embaucher des employés moins chers est constante. Il faut donc protéger et valoriser les employés fidèles et expérimentés.

Jurassiennes et Jurassiens, voulez-vous combattre l'Etat tout-puissant, vivant au-dessus de ses moyens et ignorant les difficultés de ses administrés ?

Alors vous pouvez compter sur l'UDC !



Le programme politique 2015-2020 de l'UDC Jura est disponible sur le site internet www.udc-ju.ch

Référendum contre la modification de la loi d'impôt (suspension de la baisse fiscale)

En mai 2004, le peuple jurassien avait voté une baisse linéaire de l'imposition des revenus des personnes physiques et des bénéfices des sociétés de 1% par année et cela de 2009 à 2020. En 2015 et 2017, la baisse fiscale avait déjà été reportée d'une année et maintenant, sur proposition du Gouvernement, le Parlement a accepté un nouveau report de la baisse fiscale pour l'année 2019.

Le comité référendaire est d'avis que cela suffit et que les citoyennes et citoyens doivent pouvoir se prononcer aujourd'hui. Car de nouveaux reports pourraient être décidés ces prochaines années par le Parlement et cela sur proposition du Gouvernement qui n'a fait aucun effort ces 15 dernières années pour améliorer la situation financière du canton du Jura. Les partis ont également une part de responsabilité. Il suffit de revoir certaines décisions des partis au Parlement jurassien lors de dépenses conséquentes que le canton ne peut se permettre. Il faut arrêter de vivre au-dessus de ses moyens.

Gouverner c'est prévoir

Le Gouvernement n'a effectué aucun effort conséquent pour équilibrer la situation financière du canton. Il a souvent transmis la responsabilité au Parlement, donc aux différents partis. Nous nous retrouvons aujourd'hui à nouveau dans une impasse. Le projet de nouvelle répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes qui est porté par l'Association jurassienne des

communes et le canton n'enthousiasme personne. Il manque la volonté de vouloir révolutionner la situation actuelle avec une vision globale pour le bien des communes, du canton et surtout des contribuables. Le Gouvernement n'a pas pris sa part de responsabilité dans ce projet.

Ainsi, les mêmes problèmes persisteront d'année en année pour les finances cantonales et la suspension de la baisse fiscale ne serait qu'un emplâtre sur une jambe de bois.

La guerre des chiffres

Les partisans du report de la baisse fiscale argumentent uniquement avec les grands montants qui manqueront à l'Etat et aux communes. Ils expliquent également que pour les contribuables jurassiens, le montant à payer aux impôts serait minime. Mais voilà, les contribuables doivent toujours et partout participer avec des petits montants supplémentaires comme par exemple pour les impôts, les taxes, les caisses maladies et ainsi de suite. Le comité référendaire est d'avis qu'il est grand temps de dire stop à

des ponctions supplémentaires. Les personnes élues doivent se responsabiliser et engager uniquement les moyens financiers à disposition. Car lors du vote de 2004, les électeurs ont fixé l'enveloppe financière à disposition du canton pour les années à venir.

Le contribuable jurassien s'est fait spolier de 20 millions par les décisions de report en 2015 et 2017.

Le comité référendaire a voulu donner la possibilité aux citoyennes et citoyens, seul souverain dans une démocratie, à s'exprimer sur un nouveau report de la baisse fiscale. Il vous suggère de ne pas simplement accepter les décisions des autorités cantonales et de refuser la modification de la loi d'impôt (suspension de la baisse fiscale) en votant « NON » le 20 octobre 2019.

Le comité référendaire

**REPORT DE LA BAISSÉ FISCALE :
ça suffit !**

Respectons la décision du peuple jurassien



**Votez NON
à la modification
de la loi d'impôt !**

Conférence publique

Vendredi 20 septembre 2019 dès 19h30



Les candidats jurassiens aux élections fédérales se présenteront et nous aurons ensuite le plaisir d'accueillir

Oskar Freysinger

Journée spéciale – Elections fédérales

Samedi 5 octobre 2019



Elections fédérales et scrutin cantonal

Dimanche 20 octobre 2019

En Suisse, nous avons le droit de vote et d'élection. Il y a deux modes possibles pour exercer ses droits politiques : remise du bulletin dans l'urne ou par correspondance. N'oubliez pas de vous exprimer lors des élections fédérales et du scrutin cantonal.





Au Conseil national pour le canton du Jura



Thierry FROIDEVAUX

- + 9 mai 1986
- + Maréchal-ferrant et agriculteur
- + Marié, 1 enfant
- + Les Emibois
- + Vice-président UDC Jura
- + Président UDC Franches-Montagnes
- + Membre de l'association des jeunes éleveurs de Franches-Montagnes
- + Membre du syndicat chevalin HPM et FM
- + Membre de la société jurassienne d'attelage
- + Membre de la société de tir des Franches-Montagnes

Nous ne voulons pas d'accord-cadre institutionnel avec l'UE. Des relations bilatérales et des accords utiles aux deux parties doivent être soutenus, discutés et négociés.

UE que veux-tu de nous ? Et que va-t-on te donner ?

Nous t'offrons des emplois bien mieux rémunérés qu'ailleurs dans le monde. Nous collaborons financièrement et institutionnellement à la sauvegarde de ton pouvoir sur ton peuple. Nous sacrifions certains de nos droits et certaines de nos valeurs pour t'entendre nous dire que sans toi nous ne sommes rien.

T'engages-tu réellement autant que nous, à défendre le bien-être de notre nature et de ses animaux ?



Thierry a l'habitude de battre le fer tant qu'il est chaud. Cela est également valable quand il s'engage.

Thierry Froidevaux



Yves GIGON

- + 19 septembre 1970
- + Juriste / Assistant social
- + Divorcé, 1 enfant
- + Courgenay
- + Député
- + Vice-président UDC Ajoie et Clos du Doubs
- + Vice-président des assemblées à Courgenay
- + Membre du comité FC Courgenay

Nourris-tu tes citoyens aussi sainement que l'on nourrit les nôtres ? Respectes-tu ton peuple comme nous respectons le nôtre ?

Nous ne te sacrifierons pas notre démocratie. Nous ne renoncerons pas à notre référendum pour que tu puisses imposer tes lois chez nous ! Nous ne franchirons pas le seuil de ta porte pour participer au génocide culturel de notre société.

bilatérales et des accords utiles aux deux parties doivent être soutenus, discutés et négociés. Trouvons un compromis. Mais ne mélangeons pas compromis et compromission, ne confondons pas négociations et soumission, ne sacrifions pas nos valeurs sur l'autel d'une Europe technocratique, bureaucratique et à bout de souffle.

Yves Gigon



Yves travaille les dossiers et se prépare pour les défendre à la tribune. Cela ne changera pas à Berne.

La Suisse s'est créée et a prospéré sur des valeurs et principes fondamentaux dont notamment la neutralité, l'indépendance, l'autodétermination, la démocratie directe et la souveraineté du peuple, en dehors de tout rattachement institutionnel avec l'UE. L'accord-cadre nous obligerait à reprendre le droit de l'UE et se soumettre à ses lois et sa jurisprudence, dont nous ne voulons pas, car non conformes à nos valeurs et nos principes.

Ce serait une adhésion insidieuse et dangereuse à l'UE. Des relations



John MOSER

- + 18 mai 1983
- + Maître agriculteur
- + Marié, 4 enfants
- + Bonfol
- + Vice-président UDC Jura
- + Président UDC Ajoie et Clos du Doubs
- + Ancien Conseiller communal
- + Président de la société d'épuration
- + Membre du comité de la fromagerie de Courgenay
- + Membre de la commission fromagère de la MIBA
- + Vice-président et caissier Centre évangélique de Porrentruy

Agriculture respectueuse du climat, cela signifie produire des aliments recherchés par les consommateurs, dans le respect de l'environnement.

Les exploitants agricoles sont tout à fait conscients que les problèmes climatiques ne s'arrêtent pas aux lisières de leurs exploitations, et pour cause. En plus d'acteurs désignés, ils sont aussi victimes des conséquences du réchauffement climatique. Exposés en premier lieu aux phénomènes météorologiques extrêmes, canicule, sécheresse, tempêtes et inondations, dont ils supportent directement les répercussions néfastes.

Soumis à cette dérégulation, l'agriculture est inévitablement intéressée à prendre, avec tous les acteurs de l'économie et de la société civile, la part de responsabilité qui lui incombe, dans le but d'atténuer,

voire de stopper le dérèglement en cours. Toute autre intention irait inéluctablement à l'inverse du bon sens. Pourtant, une simple taxation de l'énergie n'apporterait qu'une augmentation des prix des produits et mettrait à mal la production indigène. Les paysans doivent pouvoir produire des aliments sains à des prix abordables pour tous les consommateurs.

L'abandon de production par extensification et leur remplacement par des importations est un non-sens écologique !

Les solutions simplistes et irréalistes aux problèmes, savamment orchestrées par des activistes hystériques

autoproclamés du climat, parrainés par les milieux intéressés politiques et économiques sont irréalistes.

Envisager de vouloir revenir, aussi bien dans les manières de vivre que de faire, à des conditions de sobriété énergétique préindustrielle du 19ème siècle est inconcevable.

Premiers pas dans le bon sens :
- éviter la surconsommation et le gaspillage ;
- produire et consommer local.

John Moser et Thomas Stettler



John est déjà très engagé à différents niveaux et avec beaucoup d'expérience. Tout comme Thomas, il est parfait bilingue et cela est un avantage non négligeable pour se faire entendre à Berne.



Thomas fait de la politique depuis de nombreuses années. Il aime surtout le contact direct avec les personnes.



Thomas STETTLER

- + 28 octobre 1969
- + Maître agriculteur
- + Marié, 6 enfants
- + Courroux
- + Député et Conseiller communal
- + Président UDC Jura
- + Vice-président de la Commission de gestion et des finances
- + Président de la société de tir 300m de Soyhières
- + Président de l'association « Paradis des lièvres »
- + Membre du conseil d'administration « ProForêt SA »
- + Membre du comité « ForêtJura »

Les intérêts personnels des élus n'ont pas de place en politique

Depuis plusieurs mois, l'UDC Jura travaille d'arrache-pied pour atteindre ses différents objectifs pour les élections fédérales. Les candidats sont fortement mobilisés durant cette campagne. Il s'agit de faire voter un maximum de personnes pour le seul parti qui s'engage pour que la Suisse reste la Suisse.



Didier Spies, Courroux
Secrétaire général et chef de campagne EFédé2019

Le comité de campagne a organisé les auditions des candidats par un groupe indépendant de trois personnes. Le résultat des entretiens a été ensuite présenté au comité de campagne et l'assemblée de l'UDC Jura a finalement nommé le 5 juillet

dernier une dame et cinq hommes sur les listes au Conseil national.

Avec l'engagement personnel des candidats, nous espérons apporter un maximum de suffrage à l'UDC Suisse, car sans apparemment avec une autre formation politique, les chances de pouvoir placer quelqu'un à Berne cet automne sont minimes.

Au Conseil des Etats

Un autre objectif principal est de freiner ou éventuellement même de stopper l'actuel ministre des finances jurassien sur le chemin vers le Palais fédéral et de prendre place au Conseil des Etats. Plusieurs personnalités ont été contactées et cela aussi à l'extérieur de notre parti.

Est-ce que nous avons réussi à désigner des personnalités pouvant faire la différence ?

Cela restera un secret jusqu'à la sortie des résultats des urnes. Mais la situation est plutôt très intéressante

cette année et l'UDC offre ainsi un bon choix à l'électorat.

Votation du 20 octobre 2019
L'UDC Jura devra également défendre son référendum contre la modification de la loi d'impôt (suspension de la baisse fiscale) et cela contre l'avis du

Gouvernement, du Parlement et des autres formations politiques.

Pour cette campagne, nous devons convaincre la population à aller voter. Il est temps de dire non à la dictature imposée depuis 40 ans dans notre canton par la politique des petits copains.



La campagne sera rude et très agressive pour arriver à Berne

Nous ne pouvons plus nous permettre de subir les décisions de la classe politique loin de la réalité.

Il faut oser prendre de la hauteur et analyser la situation du canton du Jura. Ensuite, des décisions doivent être prises. Un canton périphérique comme le nôtre doit être beaucoup plus stricte au niveau de l'organisation de l'Etat, du nombre de collaborateurs, des prestations fournies et ainsi de suite. Mais lorsqu'il faut garantir un poste à un copain cela devient très vite compliqué et l'efficacité et le bon fonctionnement de l'Etat n'a plus la priorité.

Pour que la Suisse reste la Suisse

L'UDC Jura a déjà des membres très impliqués dans les communes jurassiennes et au Parlement jurassien. Aujourd'hui, nous sommes prêts à aller travailler et défendre nos idées à Berne et apporter ainsi notre soutien à l'UDC Suisse. Notre pays doit rester indépendant et le peuple doit pouvoir décider librement.

Au Conseil national pour le canton du Jura



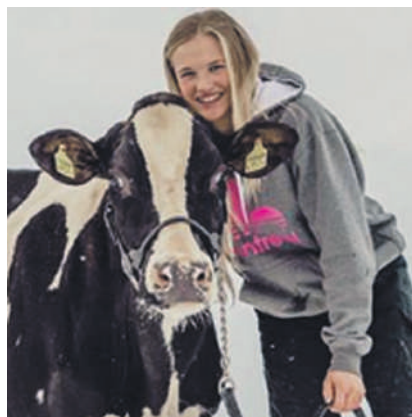
**Elodie
JOBIN**

- + 16 août 2000
- + Apprentie agricultrice
- + Célibataire
- + Les Bois
- + Membre du comité des Jeunes UDC Jura
- + Membre de la société des jeunes éleveurs bovins

Assainissement de l'AVS

Le conseiller fédéral Alain Berset a annoncé avant les vacances d'été sa proposition controversée concernant la réforme de l'AVS. L'assainissement doit se faire principalement avec de nouveaux impôts, à savoir une augmentation de la TVA de 7,7% à 8,4%.

Avec l'augmentation des déductions salariales dans le cadre du projet de réforme fiscale et de financement de l'AVS, la proposition du conseiller fédéral assainirait unilatéralement



Elodie avec Alaska. La jeune éleveuse terminera sa formation comme agricultrice dans une année.

l'AVS sur le dos de la classe moyenne et de la jeune génération.

1 milliard de cohésion à l'UE

Il faut arrêter de donner ce montant à l'UE et nous devons l'utiliser pour assainir les caisses de l'AVS.

La classe moyenne n'existera bientôt plus à ce rythme-là. Il faut penser aux jeunes et à la classe moyenne de notre pays.

Elodie Jobin



**Kilian
KAUFMANN**

- + 16 décembre 1995
- + Agriculteur et employé fiduciaire
- + Célibataire
- + St-Ursanne
- + Président des Jeunes UDC Jura
- + Membre du comité de l'association jurassienne de lutte suisse (AJLS)
- + Chef technique AJLS et membre de la commission technique de l'association romande de lutte suisse (ARLS) actifs et jeunes
- + Membre du comité romand du regroupement des vaches Simmental

Protection à la frontière des denrées alimentaires

Défendons une alimentation saine grâce à des denrées alimentaires saines et équitables !

Le monde est à la chasse des accords de libre-échanges. Mais à quel prix la Suisse doit-elle y participer ?

L'Union européenne est juste avant l'exploit d'un accord de libre-échange avec les Etats du Mercosur. La Suisse est en négociation depuis 2017.

Des accords commerciaux avec des Etats tiers ont toujours un bémol : ils veulent pouvoir exporter



Kilian lors d'un concours de la race de vaches Simmental

des produits primaires.

Cela est très critique, car leur mode de production est très douteux pour l'environnement et le bien-être animal. L'utilisation d'hormones, Feed lots, OGM, protection des eaux ; ne sont que quelques mots-clés.

Donc protégeons notre santé et notre climat en contrôlant nos importations et en assurant une production indigène équitable.

Kilian Kaufmann



Voici comment voter correctement dans le canton du Jura :

1. Ouvrez l'enveloppe électorale où vous trouverez les documents suivants :

- Les bulletins électoraux pré-imprimés (listes) pour les élections au Conseil des Etats
- Les bulletins électoraux pré-imprimés (listes) pour les élections au Conseil national
- Petite enveloppe
- Les cartes d'électeur au niveau fédéral et cantonal

2. Elisez vos représentantes et représentants UDC :

Prenez **une seule liste pour le Conseil national** pré-imprimées et **la liste pour le Conseil des Etats** avec la désignation du parti « Union démocratique du centre (UDC) ».

3. Les 2 listes UDC dans la petite enveloppe :

Glissez **une seule liste UDC pour le Conseil national** et **la liste UDC pour le Conseil des Etats** sans changement dans la petite enveloppe.

4. Signer les cartes d'électeurs :

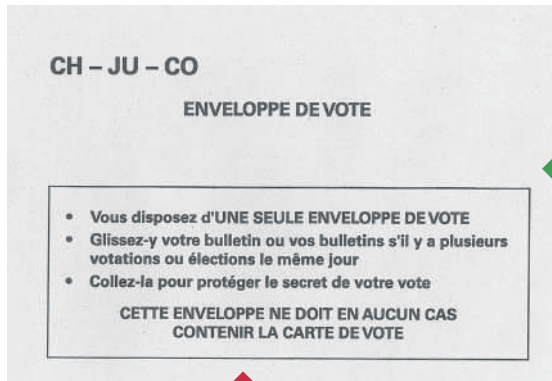
Signez toutes les cartes d'électeurs.

5. Placer le tout dans la grande enveloppe :

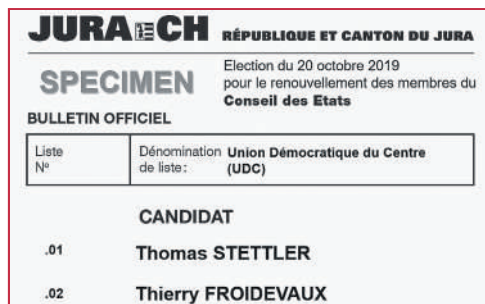
Placez la petite enveloppe fermée et les cartes d'électeurs, avec votre signature, dans la grande enveloppe de manière à ce que l'adresse de la commune soit visible par la fenêtre de l'enveloppe. Si nécessaire, affranchissez l'enveloppe et mettez-là dans la boîte aux lettres postale ou dans celle de la maison communale.

6. Envoyer :

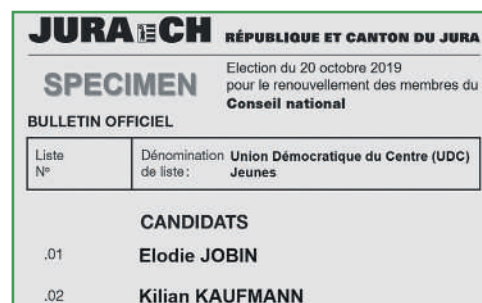
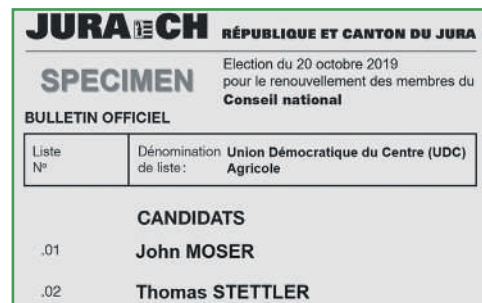
Mettez l'enveloppe au plus tard jusqu'au 17 octobre à la poste ou jusqu'au 18 octobre dans la boîte aux lettres de votre commune ou allez à l'urne le week-end des élections, au plus tard le dimanche 20 octobre 2019 avant 12h00.



Conseil des Etats



Conseil national - Une seule liste !



Avez-vous des questions concernant les élections ? Hotline gratuite :

0800 0 1291 0

Informations gratuites et complètes ! A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre, vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections 2019 pour le Conseil national et le Conseil des Etats. Nous sommes à votre disposition tous les jours de 09h00 à 18h00 et également le week-end. Vos questions par courriel : elections@udc.ch

Au Conseil national

UDC Jura

Liste n° **12**

Thierry FROIDEVAUX

Yves GIGON

Au Conseil des Etats

Thomas STETTLER

Thierry FROIDEVAUX

Au Conseil national

UDC Jura Agricole

Liste n° **13**

John MOSER

Thomas STETTLER

Au Conseil national

UDC Jura Jeunes

Liste n° **14**

Elodie JOBIN

Kilian KAUFMANN

REPORT DE LA BAISSE FISCALE :

ça suffit !

Respectons la décision du peuple jurassien

Votez NON

à la modification

de la loi d'impôt !